

CC/KCK
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2013- 495 /PRES
promulguant la loi n° 024-2013/AN du
30 mai 2013 portant habilitation du
Gouvernement à autoriser par voie
d'ordonnance la ratification des accords de
financement des appuis budgétaires conclus
entre le Burkina Faso et les partenaires
techniques et financiers.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

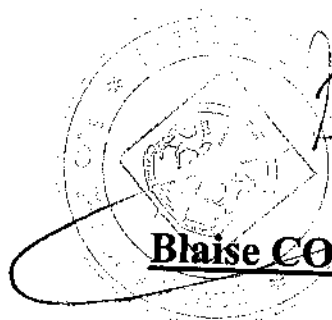
VU la lettre n°76/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 06 juin 2013 du Président de
l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la loi n°024-2013/AN
du 30 mai 2013 portant habilitation du Gouvernement à autoriser par Voie
d'ordonnance la ratification des accords de financement des appuis
budgétaires conclus entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et
financiers ;

DECRETE

Article 1 : Est promulguée la loi n°024-2013/AN du 30 mai 2013 portant habilitation
du Gouvernement à autoriser par voie d'ordonnance la ratification des
accords de financement des appuis budgétaires conclus entre le Burkina
Faso et les partenaires techniques et financiers.

Article 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 24 juin 2013


Blaise COMPAORE

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IV^E REPUBLIQUE

CINQUIEME LEGISLATURE

LOI N° 024-2013/AN

**PORTANT HABILITATION DU GOUVERNEMENT
A AUTORISER PAR VOIE D'ORDONNANCE LA
RATIFICATION DES ACCORDS DE FINANCEMENT DES
APPUI BUDGETAIRES CONCLUS ENTRE LE BURKINA FASO
ET LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n°001-2012/AN du 28 décembre 2012,
portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 30 mai 2013
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est habilité à autoriser par voie d'ordonnance la ratification des accords de financement des appuis budgétaires signés entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers.

Article 2 :

L'habilitation accordée couvre la période allant du 31 mai au 31 décembre 2013.

Article 3 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 30 mai 2013

Le Président

Le Secrétaire de séance



Rosalie BASSOLE/KANDO

